

Fiduciaire Actualités.



Due diligence opérationnelle: un appui solide en période de turbulence

Le terme de "due diligence" ou "obligation de diligence raisonnable" renvoie à un examen approfondi des livres comptables dans le contexte des fusions et acquisitions. Une telle analyse va beaucoup plus loin qu'un "simple examen" des livres. Une enquête supplémentaire éventuelle consiste à effectuer ce que l'on appelle une "due diligence opérationnelle" (DDO). C'est un examen des leviers opérationnels qui ont le plus d'impact sur la valeur de l'entreprise.

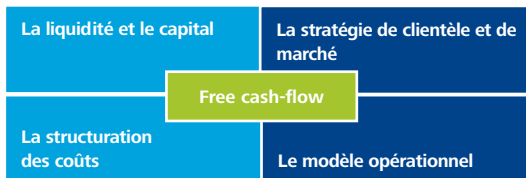
En quoi consiste une DDO?

Grâce à l'analyse des plans d'entreprise et des informations financières y afférentes, les opérations en cours sont évaluées de même que les projets d'amélioration préconisés et les opportunités opérationnelles sont identifiés. Les leviers de création de valeur tangibles et intangibles de l'entreprise sont détectés et vérifiés par rapport aux hypothèses formulées. Les questions qui se posent:

- Les performances opérationnelles sont-elles durables?
- Y a-t-il des possibilités pour l'entreprise de s'améliorer et de se développer?
- Le projet d'amélioration de la direction est-il suffisamment crédible pour y investir?
- Comment se situe le secteur?
- Quels sont les principaux risques et leur impact?

Seulement dans le contexte d'une transaction?

Mener une DDO peut également être envisagé de manière proactive pour apporter une solution au problème de plus en plus épineux du (re)financement. Sachant que la création de cash-flow libre est essentielle au (re)financement, la DDO offre la possibilité d'augmenter ce cash-flow par la remise en cause du modèle d'entreprise actuel. Pour créer ce cash-flow libre supplémentaire, la DDO examine plus particulièrement les éléments cruciaux de la société:

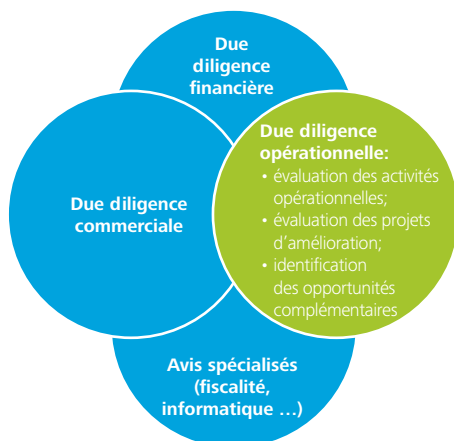


Une optimisation de la liquidité et du capital, d'une part, et la structuration des coûts, d'autre part, représentent des améliorations tactiques rapides, mais n'ont qu'un impact limité en termes de coûts. Les améliorations stratégiques, structurelles, qui peuvent être atteintes grâce à la fois à l'optimisation de la stratégie de clientèle et de marché et du modèle opérationnel ont un impact beaucoup plus significatif en termes de coûts. La mise en œuvre de ces améliorations opérationnelles permet donc de libérer du cash qui peut servir de source alternative de financement pour tous les types d'investissements.

Stijn Van Der Weeën, M&A

Contenu

- 1 Due diligence opérationnelle: un appui solide en période de turbulence
- 2 Acquisition d'une entreprise: songez à couvrir les risques du passé!
- 3 En bref
- 4 Questions et réponses
- 4 Deloitte Private Governance



Acquisition d'une entreprise: songez à couvrir les risques du passé!

Le rachat d'une société suppose l'acquisition des actions de cette société. En tant qu'acheteur, vous devez être conscient que le rachat des actions implique la reprise de tous les actifs, passifs, risques sociaux, fiscaux et autres liés à la société sous-jacente. Si rien n'est prévu dans la convention de rachat, vous devrez prendre en charge les risques liés aux problèmes qui se posent après le rachat, mais qui trouvent leur origine dans des faits et actions situés dans la période précédant l'acquisition.

Ce risque dans le chef de l'acheteur peut être limité par l'insertion de déclarations et garanties dans la convention de rachat.

Déclarations et garanties

Les garanties légales prévues dans le cas d'un rachat s'appliquent uniquement à l'objet de la vente, c'est-à-dire les actions acquises, et ne s'étendent pas aux actifs sous-jacents de la société. En tant qu'acheteur des actions, vous n'aurez aucun recours, après le rachat, contre le vendeur uniquement sur la base de la loi, si vous êtes confronté à un éventuel préjudice résultant du fait que le passif de la société au moment du rachat a été sous-estimé par le vendeur. Lorsque, après l'acquisition, une moins-value se dégage des actifs en raison du fait que les créances ne sont pas payées après l'acquisition, vous ne pourrez pas non plus vous retourner contre le vendeur. En tant qu'acheteur des actions de la société, votre protection légale est donc très limitée, alors même que vous avez pourtant souscrit un engagement majeur.

L'insertion de déclarations et garanties dans la convention de rachat est dès lors une nécessité.

Le contenu et la portée des déclarations et garanties sont déterminés par les particularités et les caractéristiques de la société et de ses activités. Ces particularités et caractéristiques apparaissent lors de l'examen approfondi des livres de l'entreprise (due diligence) qui précède chaque rachat respectant des critères professionnels. Ainsi, l'acheteur d'une entreprise de production, à la différence de l'acheteur d'une entreprise internet, exigera des déclarations et garanties environnementales circonstanciées du vendeur.

A titre d'exemple, on trouvera ci-après un certain nombre de déclarations et garanties courantes dans une convention de rachat. Ainsi, on demande souvent au cédant de déclarer: (i) que la société a été valablement constituée, (ii) que la société n'est pas en faillite, (iii) que les actions de la société ne font l'objet d'aucune restriction de transfert, (iv) que l'entreprise a toujours respecté les

engagements et formalités qui lui incombent en matière de comptabilité, (v) que les comptes annuels approuvés présentent une image fidèle de la situation financière, des actifs, passifs et du résultat de la société, (vi) que les créances en cours sur la clientèle au moment de l'acquisition seront encaissées dans un délai raisonnable, (vii) que la société a toujours satisfait correctement à ses obligations fiscales et sociales en temps opportun, (viii) que toutes les obligations découlant de la mise au travail du personnel ont été complètement et correctement respectées, (ix) que l'entreprise possède les autorisations nécessaires pour mener à bien ses activités, (x) que l'entreprise est le propriétaire effectif du bien immeuble visé, ou (xi) que l'entreprise n'est pas impliquée dans un litige quelconque.

Limitations de responsabilité

Si, après le rachat, vous constatez une violation des déclarations et garanties, vous avez droit en tant qu'acheteur à des dommages-intérêts. Toutefois, étant donné qu'aucun vendeur n'admet une responsabilité illimitée en faveur de la société qu'il cède, le droit d'action de l'acheteur sera limité dans la majorité des conventions de rachat. Ainsi, vous devrez suivre une certaine procédure pour introduire une action et votre droit d'action sera limité dans le temps. De même, les montants que vous pourrez exiger seront limités dans la plupart des conventions de rachat. Une telle convention mentionnera souvent le montant maximum (cap) auquel le vendeur sera tenu le cas échéant, même si le préjudice réel est plus élevé. Outre un montant maximum, les conventions de rachat prévoient aussi souvent un seuil. Ce n'est que lorsque ce seuil est dépassé que vous pourrez réclamer une indemnité auprès du vendeur. Le seuil peut être déterminé individuellement par dommage subi (de minimis) ou collectivement (cumulatif de minimis). De cette façon, on évite que pour chaque dommage subi, même mineur, on aille s'adresser au vendeur.

Griet Deruyck, Tax & Legal Services

Conclusion

L'insertion de déclarations et garanties est impérative pour que, en tant qu'acheteur des actions d'une société, vous puissiez bénéficier d'une protection juridique après le rachat. Outre le prix des actions, les déclarations et garanties à inclure constituent souvent une question épineuse au cours des négociations. En effet, en tant qu'acheteur, vous souhaitez bénéficier de garanties maximales, tandis que le vendeur souhaite limiter le nombre et la portée des garanties fournies. Le vendeur sera responsable des conséquences des déclarations et garanties données. Le risque vendeur sera limité en prenant les dispositions adéquates concernant les modalités et le montant des actions en responsabilité que pourra introduire l'acheteur. Il s'agit de trouver, au cours des négociations, un bon équilibre entre les intérêts des parties.

En bref

Nouvel appel du FSE pour des projets de formation dans les entreprises flamandes

Le 15 mai 2012, le FSE a lancé un nouvel appel à l'attention des PME et des grandes entreprises. Mais les grandes entreprises, qui avaient déjà bénéficié ces dernières années de subventions pour la formation de la part du FSE, ne peuvent pas y participer cette fois. La date limite pour la soumission de nouveaux projets est le 31 août 2012. Les projets approuvés peuvent être lancés à partir du 1er novembre 2012. La durée des projets de formation est de maximum 24 mois.

Parmi les conditions particulières pour la prise en considération des projets de formation, on retiendra:

- Toutes les activités de formation en néerlandais avec un contenu général et pour lesquelles le participant reçoit par la suite une attestation d'enseignement, entrent en ligne de compte.
- Si l'on considère la totalité du projet, au moins 30 % des heures de cours devront être consacrées à la formation des groupes dits défavorisés (ce qui veut dire au maximum un diplôme de l'enseignement secondaire ou les plus de 50 ans).
- Pour chaque programme de formation, les coûts subsidiés sont de 12,5 EUR par heure de cours pour les formateurs internes ou le coût réel (maximum 125 EUR par heure) pour les formations externalisées et les coûts salariaux des participants.

Le taux maximal de subvention pour les PME est de 70 %, et de 50 % pour les grandes entreprises. La subvention maximale par projet est de 150.000 EUR.

Pour obtenir plus d'information:
www.esf-agentschap.be

Attribution bénéficiaire à une institution financière dans le cas de l'assurance-groupe d'un chef d'entreprise indépendant

Les chefs d'entreprise indépendants contractent souvent une assurance-groupe en désignant leur conjoint ou les enfants comme bénéficiaires de la prestation en cas de décès avant la date d'échéance du contrat.

Aussi longtemps que cette attribution bénéficiaire n'est pas acceptée par les personnes désignées, le chef d'entreprise/preneur d'assurance peut désigner d'autres bénéficiaires.

Ainsi, une institution financière peut être désignée comme bénéficiaire. Lors de l'achat d'un bien immobilier, l'on peut par exemple faire le choix d'utiliser une assurance-groupe précédemment contractée comme garantie au lieu de souscrire une assurance de solde restant dû.

Lorsque le contrat vient à échéance ou en cas de prédécès, la prestation d'assurance est utilisée pour rembourser en une seule fois le crédit obtenu. Cela a évidemment comme conséquence que le chef d'entreprise lui-même ou, en cas de décès, les bénéficiaires autres que l'institution financière (par exemple le conjoint, les enfants, ...) ne recevront que peu ou rien: la prestation versée est utilisée en premier lieu pour rembourser (entièrement) le crédit.

Remarque: l'assurance-groupe (réserve et/ou couverture décès) doit représenter une valeur suffisante pour couvrir l'encours de crédit.

Un deuxième point important est que le versement du capital à l'institution financière au moment du décès de l'assuré avant la date d'échéance du contrat, n'est pas soumis aux droits de succession. Si la prestation était versée à d'autres bénéficiaires en cas de décès (par exemple le conjoint, les enfants, ...), des droits de succession devraient être payés sur la somme versée.

Brendan Kerremans, Tax & Legal Services

A propos de l'iPad et autres tablettes

Il arrive de plus en plus que des tablettes (iPad, ...) soient mises à la disposition du personnel; elles sont habituellement utilisées à la fois à titre professionnel et à des fins privées. Dans ce cas, on se trouve dans le domaine des avantages de toute nature, avec les implications fiscales et sociales que cela suppose. L'ONSS a déjà fait connaître sa position sur l'utilisation privée d'une tablette, tandis que le fisc adopte une position d'attente ...

Sur le plan social

(même traitement que l'usage privé d'un PC)

Selon l'ONSS, l'utilisation privée d'une tablette est assimilée à celle d'un PC. L'avantage est estimé à 180 EUR par an et est soumis aux cotisations sociales à la fois patronales et personnelles. Si la connexion internet pour la tablette est également payée par l'employeur, le travailleur est imposé sur un avantage supplémentaire de 60 EUR par an. Si le travailleur dispose à la fois d'un PC et d'une tablette, l'ONSS opte pour le cumul des avantages.

Sur le plan fiscal

L'administration fiscale n'a pas encore pris position concrètement; il y a donc deux façons de déterminer l'avantage. Soit on suit la position de l'ONSS (avantage forfaitaire), soit le travailleur est taxé sur la valeur réelle de l'avantage (limitée à la partie utilisation privée).

Magalie Van Herreweghe, Tax & Legal Services



La rédaction d'Actualités vous souhaite de bonnes vacances et un repos bien mérité. Jusqu'en septembre!

Questions et réponses

Private Governance

Cette rubrique ne se réalise qu'avec votre collaboration!

Vous avez une question? Envoyez-nous votre demande d'information par mail info@deloitte-fiduciaire.be ou par courrier Marketing & Communications Rédaction Actualités, Berkenlaan 8b, 1831 Diegem.

Editeur responsable
Stefaan Pattijn

La reproduction totale ou partielle de cette publication n'est autorisée qu'avec l'accord préalable de la rédaction. Malgré tous les soins apportés à cette édition, la rédaction ne peut être tenue pour responsable des erreurs et omissions éventuelles qui subsisteraient dans les textes publiés. Pour toute information complémentaire, n'hésitez pas à contacter votre correspondant Deloitte habituel, ou téléphonez au numéro 09 393 75 85.

© 2012 Deloitte Fiduciaire
Designed and produced by the Creative Studio at Deloitte Belgium

Anvers - Bruges - Charleroi - Courtrai - Gand - Hasselt - Jette - Liège - Louvain - Roulers



Vous payez les amendes de vos salariés?

Le paiement /remboursement des amendes de circulation entraîne pour l'employeur une contribution ONSS de solidarité supplémentaire de 33 %. Une exemption limitée est possible d'après le type et le montant de l'amende. Nota bene: si l'amende est encourue au cours d'un déplacement privé, le paiement/remboursement est soumis aux cotisations ordinaires de sécurité sociale. Sur le plan fiscal, le paiement/remboursement des amendes de circulation dans le chef du travailleur constitue un avantage de toute nature, qui doit figurer sur la fiche de paie (sinon l'employeur court le risque de se voir imposé au titre de commissions secrètes de 309 %). Seule exception: les amendes encourues durant le service et qui résultent de l'observation d'instructions contraignantes de l'employeur. Dans ce cas, le paiement/remboursement est considéré comme un coût propre à l'employeur et non imposable dans le chef du travailleur. Dans le chef de l'employeur, l'amende de circulation payée/remboursée n'est déductible fiscalement que si le paiement/remboursement est considéré comme un avantage de toute nature dans le chef du travailleur. Dans les autres cas, l'amende payée/remboursée est une dépense non admise dans le chef de l'employeur.

Daphné Vanassche, Tax & Legal Services

Système de géolocalisation: songez à la protection de la vie privée

L'utilisation de systèmes de géolocalisation ("boîte noire", GPS, ...) peut constituer pour vous en tant qu'employeur un moyen de démontrer qu'un véhicule n'est pas utilisé à des fins privées (et donc d'échapper à la taxe CO₂), ou même, pour calculer de manière rapide et précise les indemnités de mobilité auxquelles votre travailleur a droit lorsqu'il se déplace vers un chantier. Mais l'utilisation de ces systèmes est-elle admissible à la lumière du droit à la vie privée? Il n'existe à ce jour aucune législation qui réponde spécifiquement à cette question. Cependant, il est généralement admis que les systèmes de géolocalisation relèvent de la Loi sur la protection des données personnelles. Les principes de finalité (délimitation du but dans lequel les données seront utilisées), de proportionnalité (un bon équilibre entre les intérêts de l'employeur par rapport au droit du travailleur à la protection de la vie privée) et de transparence (notification détaillée aux personnes qui seront contrôlées) doivent être respectés. Les modalités des moyens de contrôle doivent également être incluses dans un règlement spécifique, tel une charte automobile de l'entreprise (car policy) ou une annexe au règlement de travail. L'inspection sociale peut demander les données pour le contrôle de la durée du temps de travail, des indemnités de mobilité, etc.

Daphné Vanassche, Tax & Legal Services

La rente viagère comme technique de planification fiscale

La vente en viager est un contrat aléatoire en vertu duquel un vendeur reçoit de la part de l'acheteur une rente mensuelle à vie en échange d'un actif déterminé (un bien immobilier, un paquet d'actions, une créance, ...). Jusqu'à une époque récente, cette technique ne trouvait qu'une application très limitée. Il s'agissait en général de personnes ayant atteint l'âge de la retraite, qui étaient propriétaires de leur maison et ne souhaitaient pas être à charge de leurs enfants. La vente en viager leur garantissait donc une belle pension pour le reste de leur vie, sans avoir à quitter leur maison.

Une vente à sa propre société?

Ces dernières années, la rente viagère a cependant repris vigueur, à savoir comme instrument de planification (successorale). Une des applications modernes consiste à négocier une rente viagère avec sa propre société, souvent par la conversion d'un avoir en compte courant, constitué au fil des ans au sein de la société.

Comparée à un prêt à la société, la rente viagère offre un revenu plus élevé, sans risque d'être requalifiée en dividende. La rente viagère est également imposée à un taux favorable dans le chef du bénéficiaire, à savoir 15 % sur 3 % du capital constitutif, tandis que la partie intérêts est un coût déductible dans le chef de la société. Et cerise sur le gâteau: les biens vendus à la société ou le capital cédé échappent aux droits de succession.

Réfléchissez bien avant de vous lancer ...

La technique n'est cependant pas sans inconvénient ni sans risque. Ainsi, la société, en cas de décès prématuré du bénéficiaire de la rente, sera imposée sur le montant restant de la provision. On devra aussi éviter que le problème de la succession ne soit simplement reporté sur l'entreprise. Dans certains cas (par exemple, s'il est prévu que la rente soit transférée au conjoint survivant), la rente viagère peut également être en partie soumise aux droits de succession.

En fin de compte, une condition sine qua non est d'avoir une connaissance approfondie des questions financières et fiscales pour envisager une rente viagère avec le bon timing et les paramètres de calcul adéquats.

Guy Du Faux Tax & Legal Services

Vous désirez des informations plus précises sur des articles parus, des événements, des services, ...

Visitez notre site www.deloitte-fiduciaire.be